

Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Chantier des territoires

No. 6 - Lima. Septembre 2.000

DEMARCHES DU CHANTIER FACE A L'ASSEMBLEE MONDIALE DE L'ALLIANCE DE DECEMBRE 2001

L'Equipe International de Facilitation de l'Alliance réuni à Bangalore la troisième semaine de mars de cette année a fixé comme date de réalisation de l'Assemblée Mondiale de la Planète, décembre 2001, et a dressé une esquisse de plan opérationnel avec l'ensemble des démarches permettant assurer son succès : Elaboration, mise en débat, traduction et publication de cahiers de propositions; rencontre internationale des chantiers; assemblées continentales (juin 2001) ; animation des forums via internet, et organisation de l'Assemblée Mondiale. Les cahiers de propositions seront publiés conjointement en différentes langues et enrichis dans les rencontres organisées par l'Alliance. Dans une telle perspective, et tenant compte le délai normal du processus d'édition, les chantiers devront avoir un document publiable en janvier 2001. En ce qui concerne le chantier des territoires, nous avons déjà un premier texte issu de Jonquières, qui est maintenant entrain d'être discuté, et qui aura deux moments très importants de débat : L'Assemblée des Habitants à avoir lieu à Mexico la première semaine d'octobre, et la réalisation d'un séminaire en Suisse le mois de novembre.

D'autre côté, le pôle européen francophone du chantier a déjà lancé le forum internet (a-territ@funredes.org), qui sera structuré selon les trois chapitres de la déclaration de Jonquières : Inventer localement des formes alternatives de développement ; faire évoluer la gouvernance des territoires, et réinventer les liens entre le local et le global. Avec l'appui de Gustavo Marin et le guide d'animation rédigé par Marina Urquidi, il y a un consensus pour que ce forum devienne dès maintenant le forum du chantier international. Additionnellement, le chantier possède un site web <http://echo.org/en/idx/territ.htm>, et à partir d'octobre aura un autre site en espagnol.

De même, la réunion eue en juillet à Montréal a précisé un calendrier d'activités du chantier :

- 2 – 6 octobre : Assemblée Mondiale des Habitants au Mexique
- Novembre : Séminaire en Suisse
- Avril – mai 2001 : Atelier en Asie
- Juin : Réunion Internationale du chantier
- Décembre : Participation à l'Assemblée Mondiale de l'Alliance
- Avril 2002 : Participation aux « Secondes Rencontres Mondiales du Développement Local » au Portugal.

Présentation
Documents
Chantiers
régionaux
Débat
Nouvelles

Chantiers régionaux

Amériques

Comme nous l'avons avancé dans notre dernier numéro, l'association Pro Rimac, formée par 8 institutions dédiées depuis longtemps au développement durable au Pérou, a accepté à travers son Président, M. *Edwin Gonzáles*, de collaborer avec le chantier comme un point focal pour les Amériques. Cela va nous permettre de décentraliser le travail du chantier et d'établir un contact plus stable avec nos partenaires de la région. Adresse: Grimaldo del Solar 463 Miraflores, Lima 18. Fax: 51 1 2410129 – T: 51 1 2410690 – E. Mail: edwin@oca.org.pe. Les démarches qui mène Prorimac en ce qui concerne le chantier des territoires sont les suivantes:

- Organisation à Lima fin septembre, du séminaire: »Gestion du territoire et développement local«, que propose comme objectif de mettre sur pied un espace permanent de réflexion autour de la problématique des territoires. Ce séminaire va discuter le document de base du chantier ainsi qu'un deuxième document issu de l'expérience du monde des Andes.
- Appui à l'organisation et participation à l'Assemblée Mondiale des Habitants qui aura lieu à Mexico en octobre.
- Lancement du site web du chantier en espagnol et participation dans le forum internet de débat.
- Mise au point d'un programme de formation à distance en matière de développement local à commencer en Amérique Latine, et formulation du projet respectif.
- Publication d'une édition spéciale du bulletin en espagnol.
- Développement d'une stratégie de communication permanente avec les partenaires de la région.

Europe

Equipe animateur pôle européen

Jean Pierre Piéchaud: hippiechaud@wanadoo.fr
Ina Ranson : ina.ranson@wanadoo.fr
Jean-Charles Poutchy – Tixier: Jean-Charles.Poutchy-Tixier@equipement.gouv.fr
Pierre Calame: pic@fph.fr
Manola Rauss: manola@fph.fr
Yves de Morsier: yumorsier@bluewin.ch
Benoît Derenne: fqf@ping.be
Philippe Blancher: philippe.blancher@wanadoo.fr
Suzanne Humberstet: cedidelp.suzanne@globenet.org
Martine Theveniaut Muller: esta_pari@wanadoo.fr
Alain Laurent: alaindane@club-internet.fr

Forum Électronique

A la suite de la lettre datée du 8 mars annonçant le lancement du forum internet, le pôle européen fait démarrer cet important outil d'échange, qui aura l'adresse suivante: a-terri@funredes.org. A ce sujet là, dans sa lettre du 12 juillet Ina Ranson, Jean Pierre Piéchaud et Pierre Calame nous rappellent que le forum sera structuré selon trois chapitres: Inventer localement des formes alternatives de développement, faire évoluer la gouvernance des territoires et réinventer les liens entre le global et le local. Ils demandent dans nos contributions, de préciser sur quel chapitre nous aimerons intervenir. Comme indiqué dans leur première lettre ils invitent également à alimenter la réflexion en proposant des fiches d'expériences dont la maquette se trouve sur le site web. Elles doivent être envoyées à Ina Ranson (ina.ranson@wanadoo.fr).

Edition Paul Maquet Makédonski, makedonski@terra.com.pe CENCA – Instituto de Desarrollo Urbano – avec les auspices de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
Adresse Coronel Zegarra 426 Jesús María – Lima 11 – Pérou – T 51 1 2660012/ 2660024 – Fax 511 4712034 – E. Mail: cenca@amauta.rcp.net.pe – <http://www.cenca.org.pe>
Fiches DPH: CEDIDELP/Ina Ranson: ina.ranson@wanadoo.fr

À PROPOS DU CHAPITRE 3 DU RAPPORT « REPENSER LES TERRITOIRES »

Réinventer des liens entre le local et le global

Jean Pierre Piechaud

Le chapitre III du rapport « repenser les territoires » rédigé à la suite de la rencontre de Jonquière (Québec) de septembre 1997¹, avait mis l'accent sur la nécessité d'organiser les relations entre le « local et le global ».

La réflexion du groupe de Jonquière l'avait conduit à considérer le local - le territoire - non pas comme le point d'application de politiques définies à d'autres échelles mais au contraire comme « la brique de base » du développement.

Partant de cette affirmation et après avoir constaté que les modèles classiques d'intégration du local au global sont inadaptés, le rapport s'était attaché à rechercher d'autres principes de fonctionnement permettant de relier les territoires aux autres échelles :

- Développement de relations horizontales ou d'alliances entre les territoires ;
- Principe de subsidiarité active pour réguler les rapports entre les différents niveaux territoriaux ;
- Création d'outils de gestion et d'évaluation adaptés aux territoires : comptabilité, diagnostic, indicateurs (l'empreinte écologique par exemple).

Il semble possible aujourd'hui, sans remettre en cause ces principes, d'aller plus loin et de repérer des pistes à partir desquelles cette réflexion peut être approfondie.

On peut en effet s'appuyer sur des expérimentations ou des démarches récentes et aussi sur l'actualité de ces deux dernières années, pour avancer concrètement sur le thème du rôle des territoires ainsi que sur les liens qui doivent exister entre le local et le global, dans l'esprit du développement durable. Trois exemples sont donnés ci-après pour illustrer cette idée :

Le rôle des territoires dans la lutte contre l'effet de serre;

La mobilisation des acteurs économiques locaux face aux risques de dérive de la mondialisation ;
Le développement d'actions de coopération décentralisée entre villes du Nord et villes du Sud et leurs réseaux associatifs, à partir de démarches de type agenda 21 local.

1 - Le rôle des territoires dans la lutte contre l'effet de serre.-

D'après le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution des Climats (GIEC), l'augmentation des gaz à effet de serre due aux activités humaines, nous conduit très probablement à des changements climatiques, à moyen et à long terme, à l'échelle de la planète. Pour y faire face, une diminution substantielle des émanations de gaz à effet de serre ne pourra être obtenue qu'à deux conditions :

- Que des accords soient conclus entre les Etats et que des règles du jeu soient arrêtées au niveau international (la réunion de La Haye de novembre 2000 devrait aboutir à de tels accords) ;
- Que les territoires - et en particulier les villes - se mobilisent dans tous les pays pour mettre en œuvre des programmes locaux de lutte contre l'effet de serre et contribuent ainsi, à leur échelle, à l'action globale.

C'est ainsi qu'en France, la MIES (Mission Interministérielle de l'Effet de Serre) recommande aux collectivités territoriales, principalement les villes, de prendre un ensemble de mesures en vue de réduire sur leur territoire, la production de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent notamment, l'urbanisme, les déplacements et les transports; la localisation des activités ;la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments publics et l'habitat; le chauffage, l'utilisation du bois, la biomasse, la cogénération..les énergie renouvelables; le traitement des déchets.

À noter que ces mesures sont, pour la plupart, « à double dividende ». Elles contribuent à la lutte contre l'effet de serre mais en même temps, elles ont des effets positifs pour le territoire concerné : économies d'énergie, diminutions des pollutions dues aux transports et au chauffage, meilleure gestion des déchets, réorganisation de l'espace urbain, reconquête de la ville sur elle-même.

C'est ainsi également que des programmes sont préparés par certains territoire forestiers pour

(Continue pag 8)

Gestion du territoire, développement local et problèmes du tiers monde

Paul M.Makédonski

Les hommes ont toujours cherché la localisation la plus convenable pour garantir leur nourriture, abri et protection. Avec le temps cette relation avec la nature a fini pour constituer une base fondamentale pour comprendre l'identité entre espace et société, faisant du territoire, comme affirme le document « Le territoire, brique de base de la gouvernance », une réalité historique, culturelle, écologique, économique, relationnelle, avant même d'acquiescer une certaine forme politique ou administrative.

Néanmoins, dans un certain moment de l'histoire les territoires sont devenus l'objet de luttes pour la suprématie régionale ou nationale et endroits d'exploitation économique divorcés des de l'écosystème. D'abord les intérêts de l'état ont remplacé ceux des habitants. Après, ceux du capital remplacèrent les intérêts de l'état. Comme conséquence, le territoire, lieu privilégié de construction de la cohésion de la société et de l'organisation des échanges entre la société et l'écosystème, perd sa fonction intégratrice.

LES PROBLEMES A RESOUDRE

Malgré des efforts divers, les conditions de vie de la plupart des habitants de la planète ainsi que les problèmes environnementaux n'ont pas changé de manière substantielle. Continue présent le défi de faire face avec succès quatre des principaux impasses qui sont à la base du problème du développement:

- Augmentation vertigineuse de la population, de l'urbanisation et du centralisme, tant du point de vue économique et géographique comme des décisions qui asphyxient les régions moins développées de la planète.
- Exclusion sociale comme conséquence d'un modèle pas solidaire incapable de satisfaire les besoins matériels et spirituels de l'humanité.
- Le consummisme issu de l'économie de marché, qui crée l'illusion que le développement des pays du tiers monde sera capable de suivre le même modèle que celui des pays industrialisés.
- Les processus de production non durable que mènent encore des importantes entreprises.

Dans le cas de l'Amérique Latine, à cela on devrait ajouter le fait que la plupart de pays de la région consacrent une partie considérable de ressources au remboursement du service de la dette - intérêts et

principal - dans des circonstances où elle perçoit des revenus chaque fois moins importants dérivés de la vente de leurs produits à l'extérieur et que doit faire face au protectionnisme commercial des grands blocs formés par les pays industrialisés.

Par conséquent, ils doivent vivre dans des conditions précaires dans des territoires d'exclusion, sans des grandes possibilités d'accumulation interne, et rendant plus souples les conditions d'investissement et le marché du travail.

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Une des réponses à la crise esquissée est de réévaluer l'importance du local comme base alternative d'un développement possible. Ce n'est pas quelque chose d'arbitraire. Les territoires, conçus comme système de rapports entre êtres humains, sociétés et environnement, acquiescent un rôle de plus en plus important dans le monde d'aujourd'hui :

- La complexité de la modernité rend de moins en moins viable la conduction centralisée d'un pays ou d'une région.
- La crise urbaine et régionale et le nouveau rôle de l'état oblige la communauté locale à prendre des initiatives de plus en plus larges pour résoudre leur propres problèmes.
- La recherche d'identité et de participation communautaire se concentre dans le local en mesure que le pouvoir de décision semble se perdre dans l'ère de la globalisation
- Par contre, c'est dans l'échelle des territoires qu'on peut réinventer une gestion intégrée de la société, construire des rapports plus forts avec la biosphère et développer un exercice plus profond de la citoyenneté. C'est là aussi où nous pouvons connaître les pathologies du modèle du développement, modifier nos catégories de pensée, changer notre forme de regarder le monde. C'est aussi au niveau local que nous pouvons nous interroger au sujet des besoins du développement, et réconcilier économie et société.

Mais aussi, le territoire devient important comme possibilité de ne pas gaspiller des ressources, ce qui se passe souvent quand les efforts de développement

se concentrent dans une voie purement sectorielle.

Ces trois aspects mettent l'accent au gouvernement démocratique, à l'organisation de communauté, à l'accord entre acteurs, à l'administration intégrée du territoire, à la construction d'alliances avec d'autres territoires. Les problèmes qui doit résoudre cette perspective de l'analyse sont divers. Par exemple, ce n'est pas suffisant que le gouvernement soit élu pour être considéré comme démocratique. Pour cela il doit accomplir des certaines règles acceptées universellement et permettre la participation civique aux décisions et administration du territoire.

- Le local a aussi une fonction très importante dans la lutte contre l'exclusion. À ce propos Pierre Calame nous rappelle qu'il y a trois piliers qui soutiennent une politique contre l'exclusion: 1) Reprendre à la dimension multidimensionnelle de l'exclusion; 2) Mener une action coordonnée avec les différents secteurs de la société et avec les mêmes exclus; 3) Assurer, au-delà de la défense des droits reconnus par la loi, l'accès efficace à ceux-ci. Dans les trois cas, la construction concrète de ces piliers constitue un vrai défi qui ne peut pas être affronté que dans le niveau local.

QUELQUES BASES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Le développement local est conçu comme la mise sur pied dans un territoire, de politiques, programmes et projets visant améliorer les conditions de la vie de la population. Il suppose donc le développement de processus endogènes et l'existence de quelques conditions, parmi lesquelles, le capital social disponible, le capital humain, l'infrastructure physique et l'accès aux outils scientifiques et technologiques. Selon ce point de vue, les possibilités d'avancer pour cette voie sont parfois limitées, et le développement local soumis à des barrières difficiles d'être surpassées.

Pour cette raison il semble important explorer des nouveaux chemins d'analyse aidant de comprendre la nature du développement local dans le tiers monde. En ce demande, en effet, comment faire pour que d'enclaves économiques ou centres de refuge pour les exclus, les territoires du tiers monde puissent se transformer en lieux capables d'humaniser la société et de reprendre le contrôle sur son propre espace.

L'expérience paraît démontrer que le protagonisme des territoires dans une telle perspective, se base en certaines caractéristiques spécifiques:

1. - Se développe sur la base du protagonisme de la communauté locale.
2. - S'encadre à l'intérieur d'une vision globale du développement régional.
3. - il est basé sur le principe de subsidiarité active.

Lettre d' Ina Ranson

Chers Yves et Paul,

Je pense que nous devons donner une large place aux problèmes et aux initiatives internationales. Il est vrai que nous ne trouvons pas d'auteurs-partenaires pour toutes les initiatives qui peuvent nous sembler indispensables. Mais il est toujours possible de donner la parole à des personnes fiables.

Grâce à l'engagement de nos partenaires, nous avons et nous aurons des fiches sur des expériences en Amérique du Sud et en Afrique. J'aimerais y ajouter des fiches sur des initiatives décrites par le Centre pour la Science et l'Environnement en Inde, (Anil Agarwal, Sunita Narain) ou le Third World Network (www.twinside.org.sg) (en leur envoyant bien sûr des brouillons de fiche). Car le travail notamment du CSE me semble pionnier et indispensable. J'ai donc épluché pas mal de documentation pour trouver des textes ou des «fiches synthétiques» qui permettent de présenter des expériences particulièrement intéressantes essayant de répondre à des problèmes universels, tels que :

- * la crise de la gestion technocratique du territoire,
- * l'absence d'une planification intégrée de l'écosystème villageois ou ville,
- * les conséquences : la dégradation ou la pollution des sols et des nappes phréatiques, la misère ou la pauvreté.

Ce qui m'importe de mettre en relief :

- Selon les analyses faites par de nombreux acteurs et observateurs, un facteur essentiel de la mauvaise gestion des territoires (non seulement des villes), c'est que les habitants ont perdu le contrôle de la gestion de leur commune (et des terres communales - aspect très important pour les agriculteurs du monde entier). Des expériences en Inde, en Géorgie, en Afrique et ailleurs montrent comment la situation change, quand les habitants peuvent chercher eux-mêmes des solutions à leurs problèmes. (thème de la gouvernance, thème de la propriété des terres)
- Les habitants, les députés, les professionnels, les agriculteurs...ont souvent besoin d'être sensibilisés et formés pour mieux comprendre les enjeux d'une gestion intégrée.
- Aujourd'hui, on découvre les erreurs d'un progrès illusoire qui poussait au rendement à court terme en hypothéquant l'avenir. Les savoirs traditionnels s'avèrent précieux. Un peu partout, on souligne que scientifiques et paysans, «experts» et habitants, devraient apprendre les uns des autres. La technologie moderne devrait être utilisée en respectant les fondements sociaux et écologiques

Espace, Temps, Territoire: Repenser notre relation au lieu et à son contexte

Yves de Morsier

Le territoire, essai provisoire de définition:

Le territoire est cette portion d'espace et de terre avec laquelle une collectivité tisse une relation privilégiée à travers le temps. Le territoire devient le lieu de l'ancrage des relations au sein de cette collectivité. Le paysage en est la visualisation et la mémoire. La question ci-dessus est étroitement liée aux concepts de développement durable, de développement local et de développement global.

Le développement durable et local ne peut devenir réalité que s'il y a une adaptation fondamentale de nos modes de vie. Notre réflexion ne peut donc se passer d'examiner quelques aspects de notre quotidien et des mutations nécessaires à apporter à ce quotidien.

Distance et différence

Seuls deux objets distants l'un de l'autre peuvent être distingués l'un de l'autre. La distance (espace physique - extérieur) fonde la distinction (espace mental - intérieur). Sans distance, pas de distinction, ni de différence. La distance permet la diversité, tandis que la ressemblance rapproche.

Le ça, le je et le nous

Le monde physique extérieur est distant de mon monde intérieur; il m'apparaît comme objectif; c'est le *ça*. La manière dont je le perçois est pourtant liée à mon expérience personnelle, mon passé, ma culture, mon éducation, ma sensibilité, ma vulnérabilité, etc... La psychanalyse et les autres branches analogues ont montré combien ma représentation et mon interprétation d'un fait sont éloignées de la représentation et de l'interprétation que mon voisin peut avoir de ce même fait. J'interprète ce que je perçois; c'est le *je*. Mon interprétation n'existe qu'en moi et, pour la faire connaître, je dois l'exprimer. De même, pour connaître l'interprétation de l'autre, je dois écouter cet autre, le déchiffrer. Une collectivité et un groupe donnés ont également leur propre manière de percevoir le monde. Cette perception s'exprime à travers les coutumes, les rites, etc... C'est le *nous* qui affirme ses choix effectués par le groupe en fonction des valeurs et des traditions, mais aussi des convergences ou divergences d'interprétations personnelles.

Il est par conséquent essentiel de distinguer 3 choses distinctes:

- premièrement les faits et les choses, le *ça*,
- deuxièmement les interprétations, le *je* et le *nous*,
- et troisièmement les choix.

Or notre société, lorsqu'elle conçoit l'avenir, ne s'intéresse qu'au *ça* (car elle peut le mesurer) et néglige presque toujours le *je* et le *nous* (voir Ken Wilber).

La diversité et la complémentarité: la mosaïque

La diversité des perceptions et interprétations fonde la diversité et la complémentarité des êtres et des collectivités, des cultures et des sociétés. La distance accentue encore les différences de perception et d'interprétation. La mosaïque s'enrichit de ces contrastes et complémentarités. Elle n'a de relief et de couleur qu'en fonction des contrastes qui animent sa composition. La diversité commence, aujourd'hui, à être perçue d'une manière plus positive et l'émergence d'une conscience qui reconnaît la richesse de la diversité est sans doute l'une des grandes marques de notre époque, qui saura développer l'échange toujours plus riche entre différences.

Le lieu, ancrage du développement durable

On utilise l'expression "avoir lieu"; cette expression implique une qualité de relation entre les activités et le milieu physique, qui souligne combien le lieu est le point d'ancrage des événements et des circonstances de la vie. Le lieu est le support des interrelations, des rapports de pouvoir, des échanges... Il en est la matérialisation. Le lieu est, par essence, marqué par la subjectivité; il touche la personne et la collectivité dans leur perception subjective de leur environnement, de leur devenir et de leur projet de société. Dans le sens de cette subjectivité, on constate que l'utopie est ce qui n'a pas de lieu, ou ce qui n'a pas lieu. Le lieu est le point d'ancrage du développement durable dans l'espace et dans le temps.

Le temps

Le temps est bien plus que la mesure simpliste que nous en avons. Son développement n'est pas linéaire mais cyclique; il se développe tout en se repliant sur lui-même, sous la forme d'une spirale. Pourtant notre conception de l'espace spatio-temporel (représentation simplifiée à 4 dimensions) repose sur une perception pauvre d'un temps linéaire et devrait s'adapter à un temps cyclique, en spirale, sorte de torsion de l'espace vécu (voir

Einstein). Letemps et donc la différence. Elle supprime la matérialité. Pourtant la vitesse, parce qu'elle est lien entre des lieux éloignés, met en contact les différences; elle est aussi ouverture, contre le renfermement du lieu. La vitesse, en raison des moyens qu'elle met en œuvre, permet surtout un accroissement momentané du rayon d'action, mais pas nécessairement un gain global de temps si l'on tient compte aussi de tout le temps consacré à entretenir les moyens qui lui sont nécessaires (véhicules, voies, infrastructures, etc.. Voir Ivan Illich).

La communication

La communication est relation au-delà de la distinction, de la différence et de la distance. Grâce aux nouvelles techniques, elle est devenue vitesse et donc proximité. Elle offre souvent l'échappement au lieu et celui-ci devient plus distant que ce qui est distant. Elle n'est "co-munication" que lorsqu'elle fonctionne dans les deux sens, c'est-à-dire lorsqu'elle est réciproque. La communication prônée par les médias et la publicité est à sens unique. La saturation et la capacité limitée de chacun d'absorber le sens réel des messages qui lui sont adressés limite la performance des moyens techniques et ne rend pas la qualité de la communication meilleure que ce qu'elle était sans ces moyens (voir les lettres échangées et la mobilité au Moyen-Age). Comme la vitesse, les nouvelles techniques de la communication perturbent les règles spatiales mais n'assurent pas d'accroissement de la qualité. Elles offrent une possibilité d'ouverture, au détriment de la matérialité. Le silence est une composante importante de la communication.

L'enracinement et l'ouverture

Comme le paysage est l'expression des relations entre une collectivité et son lieu, la matière est la face visible de l'esprit. La matière est une composante essentielle; elle est le support et l'expression du sens. L'effort physique nous met en relation avec le lieu et avec nous-mêmes, et nous ancre dans la matière: monter, franchir, porter, etc... Sans matière, nous perdons nos points de repère et nos modes de perception; nous entrons dans le monde du virtuel où rien ne se vérifie plus, faute de mesure saisissable. La tradition, l'enracinement nous ancrent dans le lieu et nous donnent corps. Mais l'enracinement peut aussi devenir enfermement, lorsqu'il n'est pas compensé par l'ouverture sur la différence et la complémentarité. L'identité, qui semble au premier abord être un enracinement, ne prend en fait corps et conscience que lorsqu'elle est confrontée à l'extérieur, à la différence, c'est-à-dire qu'elle est surtout relation au contexte.

La relation au sol - statut de propriété

La plupart de nos sociétés pratiquent un droit de propriété du sol. Or le sol n'est pas un bien renouvelable. Le statut de propriété correspond en fait à un droit d'usage accompagné d'un devoir d'entretenir, tous deux rarement explicités. Cette

relation au sol, définie en termes de droits et de devoirs, devrait pouvoir, dans l'idéal, être confiée par la collectivité, pour un temps limité, à ceux qui en ont besoin et ne devrait pas faire l'objet d'échanges commerciaux. Les nomades, par le biais de la taille de leurs troupeaux, et la société rurale, par le biais de l'intensité du travail de la terre, ont su développer cette valeur d'usage flexible qui définit la relation de jouissance plus que ne le fait le statut de propriété.

Les besoins

Les besoins sont la mesure de la charge sur le lieu. Chacun n'a pas les mêmes besoins que son voisin. Au-delà du besoin élémentaire (manger, boire, dormir, aimer et être aimé, etc..) on peut définir une multitude de besoins légitimes: santé, éducation, liberté, etc... Mais l'interprétation des besoins reste subjective, en fonction des habitudes, de l'attitude personnelle, des valeurs, etc... Les classes aisées affirment par exemple plus de besoins que les pauvres. L'obésité (excès de consommation) fait des ravages dans nos sociétés riches qui détruisent leur environnement (excès de charge): paradoxe étonnant dans la cohabitation de ces deux excès qui devraient pourtant pouvoir se compenser. Sans publicité, le paysage de nos besoins serait très différent. Comment donc mesurer nos besoins et avoir une attitude différenciée et critique à leur égard? La pénurie peut souvent être aussi le moyen d'un mieux-être. En elle peuvent converger les sentiments de bien-être, de mesure, de maîtrise, de restriction qui libèrent l'être.

Alimentation, ressources naturelles

Selon les mesures de l'empreinte écologique, l'Inde vit approximativement à la mesure de ce qu'elle produit sur son territoire, malgré une densité de 300 hab/km². L'Australie présente un niveau de vie moyen approximativement 10 fois plus élevé que celui de l'Inde, mais, vu sa faible densité démographique (2 hab/km²), ne consomme que les 2/3 de la production de son territoire. La France (100 hab/km²) et la Suisse (160 hab/km²) consomment trois fois plus qu'elles produisent. Les échanges commerciaux peuvent aussi être compris comme un moyen régulateur face à la disparité des densités démographiques et des richesses naturelles des divers territoires. Comment régler cette répartition des richesses, lorsqu'elle doit se faire à travers l'espace? Quels en sont les moyens concrets et les critères?

Pôles et périphéries

L'urbanisation galopante est l'un des phénomènes majeurs de notre époque. La ville consiste en une concentration élevée d'événements et de biens, d'ordre surtout matériel, qui, comme une masse croissante, attire toujours plus de particules de la périphérie. L'avoir et le faire s'en trouve accru pour une minorité. L'être s'en trouve détérioré pour une majorité.

CONGRES MONDIAL DE COEXISTENCE HUMAINE ET CHANTIER DES TERRITOIRES

Du 23 au 27 juillet a eu lieu à Montréal, Canada, le Congrès Mondial pour la Coexistence Humaine, organisé par les groupes de Lausanne et de Québec de l'Alliance. Ce Congrès, qui a permis aux assitants d'approfondir le débat autour des thèmes tels que la mondialisation, la gouvernance, l'économie solidaire, l'éthique, les territoires a possibilité un premier échange d'expérience entre les membres de différents chantiers, ainsi que d'exposer le résultat provisionnel de leur réflexions face à l'Assemblée Mondiale de 2001.

Le chantier des territoires a été représenté par Pierre Calame, Yves de Morsier, Joel Audefroy et Paul M. Makédonski, qui ont animé le 24 après – midi la séance spéciale : « Gestion de territoires et développement local ». A cette séance ils ont soumis au débat le document « Les Territoires, brique de base de la gouvernance », que constitue une base pour élaborer le cahier de propositions du chantier. La séance a réfléchi autour de la pertinence de concrétiser les notions de développement local et durable et de cerner la qualité du type de développement que nous défendons, a analysé les pathologies de l'actuel modèle de développement et a fait un premier échange autour des stratégies permettant de mettre sur pied les principes qui sont à la base du document de Jonquières. A pris note aussi de l'Assemblée des Habitants qui se déroulera à Mexico la première semaine d'octobre, et considéré qu'une telle réunion constitue une manière pratique de rendre réalisable l'utopie d'une gestion intégrée et démocratique des territoires.

Dans le contexte du Congrès les membres présents du chantier avons eu deux réunions, l'une pour analyser notre participation à Mexico, et l'autre pour coordonner un calendrier d'activités pour les mois prochains:

- Octobre 2000: conférence des habitants à Mexico. En tirer la substance et voir quelles propositions et expériences en ressortent qui pourraient enrichir notre démarche (contacts, fiches, propositions)
- Révision du DF107 (élaboration de suggestions de modifications du DF107 à remanier de manière à l'ouvrir à d'autres apports (trouver cette forme ouverte, améliorer le choix des fiches, faire progresser le doc vers un cahier de propositions). Envoi de ces suggestions aux autres avant début novembre pour qu'ils puissent en prendre connaissance et y réagir avant la rencontre de Namur-Chêvetogne).
- Octobre (date à confirmer): développement de contacts dans la région Alpes + séminaire pour tisser des liens entre acteurs de la région Alpes éventuellement à Lausanne ou Genève (selon réponse des interlocuteurs locaux).
- Fin novembre à Namur (Chêvetogne): élaboration du cahier de propositions, rencontre de 2 jours (3 nuits) pour relire le document, adapter son contenu (discussion des propositions faites et choix des fiches) et proposer une forme ouverte appelant des compléments, document provisoire pouvant être soumis à des partenaires extérieurs au groupe (voyage en Asie par exemple).
- -Février-mars: voyage de contacts en Asie dans le but d'élargir le groupe. Préparer ces contacts: d'abord les pays proches, GB, NL, D, A, I, E. Apports d'Asie.
- Juin 2001: cahier de propositions et rencontres continentales.
- Juin 2001: rencontres intercontinentales et déclarations de l'Alliance.

Yves de Morsier, En Pérosel 1166, Perroy, Suisse, ymorsyer@bluewin.ch

Pierre Calame, 38 rue Saint Sabin, 75011, Paris, pic@fph.fr

Joel Audefroy, Cordobanés No. 24 San José Insurgentes.03900 DF Mexico, chm@laneta.org.

Marie Lise Semblat, Aster, 107, rue de l'Isle 02100 St. Quetin, France, aster.aster.@wanadoo.fr

Hélène Boudier, Ville de Montréal, 700 rue S. Antoine Est, Montréal, helene_boudier@ville.montreal.qc.ca

Manola Gardez Rauss, FPH, manola@fph.fr

Brigitte Winterhalter, social economique exclusion, Roger Winterhalter, local authorities, Mairie de Lutterbach BP 30 – 68460, Lutterbach, France, rwr.lut@france.com

Paul M. Makédonski, Coronel Zegarra 426 Jesús María, Lima 11, Perú, makedonski@terra.com.pe

Jean Vidaud, Economie et Humanisme, 14 rue Antoine Dumont, 69372, Lyon, Cedex 08, France, chlyon@wanadoo.fr

Nouvelles

ASSEMBLEE MONDIALE DES HABITANTS MEXICO 2 - 6 OCTOBRE 2000

Du 2 au 6 octobre de cette année aura lieu à Mexico, l'Assemblée Mondiale des Habitants, comme suite du processus initié à Istanbul en 1996, où -à l'occasion de Habitat II - se sont réunis par invitation de HIC et de l'Alliance pour un Monde Responsable, les représentants des habitants venus de toutes les régions de la planète. Les objectifs de cette deuxième rencontre sont les suivants :

- Réfléchir autour de la ville voulue et avancer vers la construction d'un idéal collectif.
- Définir quelques champs stratégiques d'action, où développer des expériences sociales innovatrices et mobilisatrices que, de manière articulée soient capables de concrétiser et de favoriser les processus de transformation animés par les participants.
- Construire les piliers permettant dresser d'alliances stratégiques, ainsi que réseaux et coalitions comme instruments pour diffuser les expériences et devenir et être considérés comme interlocuteurs légitimes vis à vis les gouvernements, les organisations internationales, les fonds multilatéraux et autres acteurs concernés aux politiques urbaines.

Cette assemblée, précédée par des réunions des habitants à chaque pays en dans quelques régions, notamment en Afrique et Amériques, et que se déroulera en forme de tables rondes et d'ateliers, veut mettre l'accent sur les propositions. De telle sorte, les organisateurs ont demandé aux participants de travailler collectivement ces propositions afin qu' à Mexico on puisse mener un travail plutôt d'articulation et de confluence. A l'intérieur de ce processus il est prévu que le chantier des territoires animera une de ces tables, réfléchissant au sujet du local comme une base fondamentale de gouvernance démocratique. Cette participation est considérée pour le chantier comme une démarche très importante pour enrichir son brouillon de cahier de propositions. De même nous avons élaboré une fiche ayant comme base la maquette des fiches DPH, à remplir pour les participants. Ces fiches feront partie du dossier du chantier. Par le moment on a déjà en mains celles des participants de Venezuela, que nous sommes entrain de traduire au français et à l'anglais.

Contact: Joel Audefroy, chm@laneta.apc.org.

(suite pag. 3)

répondre à l'idée des « puits de carbone » mais en s'inspirant de l'esprit du développement durable. Faut-il multiplier des puits de carbone et des réserves

de biodiversité sous forme de réserves interdites ou au contraire, au vu des exigences sociales et économiques des territoires concernés, promouvoir des projets de développement rural intégrés - des puits de développement durable en quelque sorte - inspirés par l'approche systémique et recherchant des solutions triplement gagnantes aux plans social, environnemental et économique ?

En améliorant les conditions de vie des populations rurales, de tels projets sont en mesure d'améliorer en même temps l'environnement, de stocker le carbone, de conserver la biodiversité à travers le bon usage qui en est fait, de réhabiliter les sols dégradés... Ils se situent donc dans le cadre du futur « mécanisme de production propre » prévu par le protocole de Kyoto.

2 - La mobilisation des acteurs locaux face aux dérives de la mondialisation

Le rapport « repenser les territoires » de Jonquières avait mis l'accent sur la nécessité de concevoir de nouveaux types de relations « qui transforment le local en global », insistant sur l'idée « d'alliances entre petits acteurs qui les transforment en grands acteurs » et leur permettent de jouer un rôle face aux risques de dérives de la mondialisation.

L'actualité de ces deux dernières années nous apporte la preuve de la pertinence de cette idée. La mobilisation internationale qui a eu lieu à l'occasion du sommet de l'OMC à Seattle, de décembre 1999, qui a rassemblé des militants venus du monde entier, syndicalistes, ONG du développement, mouvements se préoccupant des effets négatifs de la libéralisation du commerce comme ATTAC, universitaires, écologistes..., a montré que les acteurs locaux quand ils se coordonnent, peuvent avoir une forte influence sur les décisions du niveau international. Après Seattle rien ne pourra plus se décider à cette échelle sans tenir compte des points de vue exprimés par les producteurs et les acteurs locaux dans la mesure où ceux-ci auront su créer des relations et des alliances sur des bases claires et faire entendre leur voix.

Il ne s'agit pas de s'opposer globalement à l'idée de mondialisation mais il faut obtenir que les échanges internationaux qui s'accroissent dans de nombreux domaines, se fassent dans l'esprit de développement durable : des actions économiques au service du développement social, culturel, de la santé et en même temps respectueuses de l'environnement et économes en ressources naturelles.

Dans ce domaine, les exemples de relations horizontales sont nombreux. Citons :

- le réseau ATTAC qui se développe au plan international ;
- le réseau CAMPESINA pour l'agriculture, auquel participe pour la France la Confédération Paysanne ;
- les liens qui s'organisent entre producteurs des pays du Sud et consommateurs des pays du Nord (exemple du café) ;
- les relations internationales qui se développent sur certains thèmes comme par exemple le droit au logement (réseau Habitat Plus auquel participe le DAL pour la France).

3 - La coopération décentralisée entre villes du Nord et villes du Sud à partir de démarches de type agendas 21 locaux

L'agenda 21 de Rio insistait sur la nécessité d'insérer le développement dans le cadre d'une solidarité internationale. De fait, comme cela a été souligné plus haut, nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle de la globalisation de l'économie mais aussi d'une gestion planétaire des ressources naturelles et de l'environnement.

La mondialisation cependant risque de faire se développer un monde à deux vitesses : clivage entre riches et pauvres, au niveau des pays comme des hommes. D'où l'importance d'inscrire les politiques locales dans le contexte international et de développer des actions de coopération décentralisée, notamment à travers les agendas 21 locaux.

Des échanges d'expériences doivent donc être intensifiés entre territoires dans le sens Nord/Sud comme dans le sens Sud/Nord. En ce qui concerne plus particulièrement ces derniers, des exemples intéressants peuvent être donnés :

- organisation de la vie sociale et économique dans les quartiers urbains : la politique de la ville en France s'est largement inspirée de pratiques qui ont vu le jour dans les quartiers populaires des grandes métropoles d'Amérique du sud, d'Amérique centrale ou d'Afrique ;

- démocratie locale : des expériences de débat public en cours dans des villes africaines sont suivies avec intérêt par des villes françaises : exemple des actions de coopération décentralisées menées par Nantes et Rufisque (Sénégal) ;

- Budget participatif : les programmes de la ville de Pôrto Alegre et de l'Etat de l'Amapa au Brésil, ayant pour objectif de décentraliser une partie des budgets public en direction des quartiers et des associations, sont à l'origine de réflexions et d'expériences menées à l'heure actuelle par plusieurs villes françaises.